Monsieur Boris Johnson, Premier ministre du Royaume Uni; Mesdames et Messieurs les chefs d'Etat et de gouvernement; Monsieur le Secrétaire général des Nations unies; Mesdames, Messieurs.

Je voudrais, de prime abord, remercier les autorités du Royaume-Uni pour la qualité de l'accueil qui nous a été réservé depuis notre arrivée dans cette belle ville de Glasgow.

Nous voici donc réunis à Glasgow après d'autres grandes conférences du genre. Or le dernier rapport du groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat relève que les changements climatiques observés aujourd'hui, malgré les engagements souscrits à Paris et à Marrakech, sont d'une ampleur sans précédent.

L'aggravation de ces changements est particulièrement préoccupante pour un pays comme le mien, le Niger, situé au cœur du Sahel et menacé par une désertification implacable qui n'a de cesse de provoquer l'ensevelissement par le sable des espaces agricoles et pastoraux. Ainsi les populations pastorales se voient contraintes de se déplacer toujours vers le sud et de disputer aux communautés du cru des ressources naturelles vouées par ailleurs depuis longtemps à un processus d'amenuisement inexorable, victimes en cela

de sécheresses récurrentes et paradoxalement d'épisodes d'inondations particulièrement destructeurs, ces dernières années.

Mesdames, Messieurs,

Le phénomène du terrorisme à l'œuvre actuellement au Sahel, loin de relever d'une génération spontanée accidentelle, a partie grandement liée avec le changement climatique, lequel, en appauvrissant la biodiversité, a remis en cause le mode de vie pastoral.

Aussi, voudrais-je lancer un appel solennel pour que la communauté internationale se mobilise, à travers un fonds spécial, aux côtés des pays sahéliens menacés par le sable comme elle se mobilise aux côtés des petits pays insulaires envahis par les eaux des océans. Un tel fonds doit aider à la reforestation des espaces envahis par le désert.

Les pays pauvres comme les nôtres, qui n'ont aucune responsabilité dans le dérèglement climatique sont en effet ceux qui aujourd'hui paient le tribut le plus lourd au consumérisme promue par un modèle de développement qui a fait très peu cas des peuples des pays faibles ainsi que des générations futures.

Mesdames, Messieurs,

Je voudrais pour terminer, réitérer notre soutien à la position commune africaine sur les changements climatiques et lancer un appel aux pays émetteurs à respecter leurs engagements vis-à-vis des pays en développement, et ce par une définition claire des mécanismes de mise en œuvre de l'accord de Paris.

Je vous remercie de votre aimable attention.